

# Publictionnaire

*Dictionnaire encyclopédique et critique des Publics*

---

## GIEC

**Kari De Pryck**

Référence électronique

Kari De Pryck, GIEC. *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 31 mai 2021. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/giec/>

*Le Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* est un dictionnaire collaboratif en ligne sous la responsabilité du Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine) ayant pour ambition de clarifier la terminologie et le profit heuristique des concepts relatifs à la notion de public et aux méthodes d'analyse des publics pour en proposer une cartographie critique et encyclopédique.

Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr>

---

Cette notice est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 France. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-ncnd/3.0/fr/> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.



# GIEC

---

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, ou IPCC en anglais) est une organisation internationale qui produit, à intervalle régulier, des rapports d'évaluation sur l'état des connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts sur les systèmes socio-écologiques, et les solutions pour y faire face. Créée en 1988, l'organisation se caractérise par sa capacité à mettre en dialogue des scientifiques et diplomates du monde entier afin qu'ils s'accordent sur une définition, acceptable pour tous, de l'état de la science du climat. La co-production des savoirs (Jasanoff, 2004) est donc au cœur de ses travaux, avec pour objectif de rendre l'expertise scientifique plus légitime et actionnable, même si, paradoxalement, la politisation dont sont l'objet les rapports du GIEC peut parfois se traduire par un discours « lénifiant » et « sans arête » (Dahan Dalmenico, Guillemot, 2015 : 10).

Le GIEC est généralement considéré comme un succès en termes d'interface science-politique, pour sa capacité à mettre à l'agenda la menace climatique et à informer la prise de décision à différentes échelles de gouvernance. Au niveau international, il a inspiré la création en 2012 de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), aussi connue sous le nom « de GIEC de la biodiversité ». Au niveau national, en France par exemple, plusieurs initiatives locales ont également vu le jour, tels le GIEC normand ou le GIEC Paris. Si l'organisation s'adresse principalement aux décideurs du monde entier, elle entretient également un dialogue étroit avec les communautés scientifiques qui contribuent à ses évaluations et essaie de s'adresser aux organisations de la société civile et au public.

## **Le GIEC et les communautés scientifiques**

Il s'agit ici de parler *des* communautés scientifiques au pluriel, tant il existe une diversité de disciplines, d'épistémologies et de méthodologies au sein de ce qu'on appelle ordinairement « la communauté scientifique ». Le GIEC mobilise généralement des communautés très diverses, qui s'intéressent aux différents aspects physiques du système climatique, aux impacts des changements climatiques et aux transformations sociotechniques nécessaires pour limiter le réchauffement climatique. En les faisant collaborer, l'organisation les encourage à confronter leurs approches et points de vue, à identifier les accords et désaccords dans la littérature scientifique, ainsi que les lacunes dans les connaissances. Au total, plus de 4 000 experts scientifiques et techniques ont participé aux travaux du GIEC. Si la majorité des experts ne participent qu'à la rédaction d'un rapport, certains ont contribué à plusieurs cycles d'évaluation et ont acquis une expérience fine de ses pratiques, ce qui leur confère un statut particulier dans l'organisation. Mentionnons par exemple en France les climatologues Jean Jouzel et Valérie Masson Delmotte, ainsi que l'économiste Jean-Charles Hourcade.

À l'origine, ce sont les climatologues, principalement des pays industrialisés, qui s'investissent activement dans les activités du GIEC et établissent les fondements institutionnels de l'organisation. S'appuyant sur les grands programmes scientifiques internationaux, dont le programme mondial de recherches sur le climat (WCRP) et le programme international géosphère-biosphère (IGPC), ils organisent leurs recherches pour

soutenir les travaux du GIEC (Edwards, 2010). Dans les années 2000, la question des impacts, de plus en plus visibles dans certaines régions, mobilise de nouvelles communautés, et accorde plus d'attention aux perspectives des experts des pays du Sud du monde, qui sont en première ligne face aux changements climatiques (Aykut, Dahan, 2015). Enfin, avec la signature de l'Accord de Paris de 2015, ce sont les analyses et instruments des économistes et modélisateurs qui occupent le devant de la scène pour guider les sociétés vers la transition écologique (Beck, Mahony, 2018).

Le GIEC et les communautés scientifiques s'influencent mutuellement. D'un côté, les progrès scientifiques font évoluer les débats au sein du GIEC, permettent de clôturer certaines controverses et de réduire les incertitudes associées à ses énoncés. De l'autre, l'organisation structure la recherche, organisant sa production autour de ses cycles d'évaluation, identifiant des orientations scientifiques prioritaires et légitimant certaines communautés et approches (Corbera *et al.*, 2015). Le GIEC s'insère donc dans un réseau plus large d'experts, d'institutions de recherche et de programmes de financement qui entretiennent des liens étroits et dont les intérêts se renforcent mutuellement.

Toutes les communautés et régions du monde ne sont pas pour autant représentées de manière égale dans le GIEC, ce qui lui a valu de nombreuses critiques. L'organisation reste ainsi encore largement dominée par les sciences naturelles et, au sein des sciences sociales, par l'économie. Les apports de la sociologie, du droit, de la science politique ou encore de l'anthropologie sont encore trop peu souvent mobilisés (Victor, 2015). En résulte une définition des changements climatiques souvent détachés de leurs causes socioéconomiques et politiques et une approche techno-managériale pour contrer leurs effets. De même, le manque de participation des experts des pays du sud (qui comptent pour seulement un tiers des contributions) a longtemps occulté les enjeux de justice climatique et les asymétries entre le nord et le sud dans la lutte contre les changements climatiques. Finalement, les perspectives d'autres systèmes de connaissances, praticiens ou autochtones, sont également sous-représentées dans les évaluations du GIEC (Ford *et al.*, 2016). De ce fait, la focalisation sur les savoirs scientifiques tend à éclipser la pluralité des expériences et manières de penser le climat et à imposer une vision universelle des changements climatiques et de leurs impacts.

### **Le GIEC et les décideurs**

En tant qu'organisation intergouvernementale, le GIEC est aussi composé de représentants des États membres, qui se réunissent une à deux fois par an en séance plénière. S'ils participent activement à la production des rapports et de leurs « résumés à l'intention des décideurs » (De Pryck, 2021), ils en sont également les principaux destinataires. Ces diplomates sont issues de diverses agences météorologiques, ministères (environnement, science et technologies, affaires étrangères, agriculture, etc.) et missions diplomatiques. Certains sont des conseillers scientifiques et techniques, d'autres des négociateurs rodés aux pratiques du multilatéralisme.

Les résumés à l'intention des décideurs représentent un important outil d'appropriation et de communication des connaissances sur le climat. D'un côté, ils permettent aux représentants des États membres de se familiariser avec les conclusions principales du GIEC. Ces derniers scrutent minutieusement les résumés à l'intention des décideurs, qui doivent communiquer les dernières avancées scientifiques et technologiques et les présenter de manière simple et accessible pour une audience non experte. De l'autre, l'approbation ligne par ligne des

résumés garantit que les perspectives des États membres sont prises en compte dans le document. En effet, de nombreux gouvernements ont des « messages » à faire passer, par exemple pour légitimer la définition de politiques climatiques au niveau national ou pour appuyer certaines positions dans les négociations internationales, notamment au sein de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les petits États insulaires veulent que leur vulnérabilité face à la hausse du niveau de la mer soit soulignée, les pays émergents cherchent à mettre l'accent sur leur droit au développement et les pays pétroliers veulent porter l'attention sur les conséquences néfastes des politiques climatiques sur leurs économies. Les États membres cherchent parfois également à affaiblir, voire supprimer, les énoncés qui pourraient être jugés trop prescriptifs ou critiques de leur (in)action. Les résumés à l'intention des décideurs sont donc des documents hybrides, scientifiques et diplomatiques.

Si, de manière générale, les travaux du GIEC sont bien accueillis par les États, certains s'y sont ouvertement opposés. Les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar sont ainsi connus pour leurs stratégies de remise en question des conclusions du GIEC, évoquant l'existence d'incertitudes pour les décrédibiliser et retarder la définition de politiques climatiques (Oreskes, Conway, 2010).

À l'issue du processus d'approbation, les rapports du GIEC circulent abondamment à différentes échelles de gouvernance. L'organisation est souvent invitée à présenter ses travaux lors des réunions de la CCNUCC ou dans d'autres arènes multilatérales. Ses auteurs participent également à de nombreux *side events* qui accueillent un public large de diplomates, bureaucrates et représentants de la société civile. Au niveau national, les représentants des États membres sont en charge de diffuser ses rapports au sein des ministères et des administrations territoriales et locales.

Les rapports du GIEC se retrouvent sur le bureau de nombreux décideurs, pourtant ils sont souvent critiqués pour être trop techniques et inadaptés à la mise en œuvre de politiques climatiques à des échelles plus locales à travers le monde. Formulées par des scientifiques et des diplomates, qui ont fréquemment en tête les négociations de la CCNUCC ou les intérêts de leurs ministères, les conclusions sont la plupart du temps relativement « génériques » (Kouw, Petersen, 2018, p. 55) et difficilement opérationnalisables par les acteurs de la transition écologiques, qui font face, dans leur quotidien, à des situations dépendantes de contextes sociaux, culturels, économiques et politiques différents. Conscients de ces limitations, les États membres du GIEC ont élu en 2015 la Sud-Américaine, Debra Robert, directrice à la municipalité eThekweni, à la présidence du deuxième groupe de travail du GIEC, avec l'objectif d'entamer un « tournant local » et de produire des rapports qui prennent mieux en compte les attentes et besoins des acteurs locaux.

## **Le GIEC et le public**

Le GIEC ne s'adresse pas directement au public et n'a encore jamais considéré ouvrir ses portes à des groupes de citoyens, malgré un intérêt croissant pour les questions climatiques. Le GIEC repose principalement sur des intermédiaires, et en particulier sur les organisations de la société civile (parfois présentes lors de ses réunions) et les médias, pour faire connaître ses activités et ses travaux. Ces derniers publient des communiqués et articles de presse, produisent des émissions télévisées ou de radio pour annoncer et commenter la publication des rapports du GIEC. La relation entre le GIEC et les médias a longtemps été tendue, à

cause de la place accordée aux thèses climato-sceptiques dans certains médias populaires (les *tabloids* en particulier), principalement dans les pays anglophones (Decroly, Gemenne, Zaccai, 2012). Dès sa création, plusieurs médias et scientifiques conservateurs, financés par des groupements d'intérêts industriels, s'activent dans la sphère publique pour remettre en question les conclusions de l'organisation sur la réalité et la gravité des changements climatiques. Ces derniers lancent de véritables campagnes de dénigrement contre le GIEC et ses auteurs. Au début des années 2000, le climatologue américain Michael Mann (2012) voit par exemple sa carrière professionnelle et vie personnelle durablement affectées par ces attaques. En 2009, la BBC révèle la présence d'erreurs dans le quatrième rapport du GIEC, sur la question de la fonte des glaciers de l'Himalaya. La machine médiatique s'emballe, sur fond de controverse liée à la diffusion en ligne de milliers de courriels de climatologues de l'université d'East Anglia (la controverse est connue sous le nom de *Climategate*). Le GIEC est pris de court, gère chaotiquement la situation et doit accepter un audit externe pour restaurer sa crédibilité (Beck, 2012).

Depuis, le public est devenu un acteur central dont la confiance doit être gagnée. Il ne s'agit plus seulement de communiquer les conclusions des rapports d'évaluation, mais aussi d'expliquer pourquoi l'organisation et ses auteurs sont crédibles et légitimes pour parler des changements climatiques. De même, la relation avec les médias devient centrale et le GIEC embauche un ancien journaliste de Reuters comme directeur de la communication. Aujourd'hui, l'organisation fournit des efforts considérables pour soigner son image et exercer un certain contrôle de l'information qui circule sur ses activités, pour ainsi éviter les controverses de 2009. Ces efforts ne se sont cependant pas nécessairement accompagnés d'une plus grande transparence « externe » et ses réunions restent encore fermées au public intéressé.

Plus récemment, l'organisation a trouvé un nouvel allié en la jeunesse, qui se mobilise à travers le monde sur les pas de la militante écologiste suédoise Greta Thunberg. Les mouvements des jeunes s'appuient en particulier sur la publication en 2018 du Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C (SR15) pour pousser les États à adopter des politiques climatiques plus ambitieuses et à prendre en compte les générations futures. Au moyen de slogans « Écouter les scientifiques », « Unissons-nous derrière la science », les jeunes deviennent des interlocuteurs centraux pour les scientifiques qui peinent à voir leurs conclusions prises au sérieux par les décideurs.

En définitive, les conclusions du GIEC fournissent de plus en plus un argumentaire dans les nombreux procès climatiques qui voient le jour et qui visent à poursuivre des États, mais aussi des acteurs non étatiques (des compagnies pétrolières, comme Shell) pour leur inaction face à l'urgence climatique. Tel est le cas dans le contentieux qui a opposé la fondation Urgenda à l'État des Pays-Bas, la Cour suprême a décrété que l'État devait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25 % d'ici fin 2020 (contre les 17 % annoncés), se référant aux conclusions du quatrième rapport du GIEC publié en 2007 (Wewerinke-Singh, McCoach, 2021).

---

## Bibliographie

Aykut S., Dahan A., 2015, *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*,

Paris, Presses de Sciences Po.

Beck S., 2012, « Between Tribalism and Trust: The IPCC Under the “Public Microscope” », *Nature and Culture*, 7 (2), pp. 151-173.

Beck S., Mahony M., 2018, « The politics of anticipation: The IPCC and the negative emissions technologies experience », *Global Sustainability*, 1, pp. 1-8.

Corbera E., Calvet-Mir L., Hughes H. *et al.*, 2015, « Patterns of authorship in the IPCC Working Group III report », *Nature Climate Change*, 6, pp. 1-7.

Dahan Dalmedico A., Guillemot H., 2006, « Changement climatique : Dynamiques scientifiques, expertise, enjeux géopolitiques », *Sociologie du Travail*, 48 (3), pp. 412-432.

De Pryck K., 2021, « Intergovernmental Expert Consensus in the Making: The Case of the Summary for Policy Makers of the IPCC 2014 Synthesis Report », *Global Environmental Politics*, 21 (1), pp. 108-129.

Decroly J.-M., Gemenne F., Zaccai E., 2021, *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Sciences Po.

Edwards, P., 2010, *A Vast Machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming*, Cambridge MA, MIT Press.

Ford J., Cameron L., Rubis J., Maillet M., Nakashima D., Cunsolo Willox A., Pearce T., 2016, « Including indigenous knowledge and experience in IPCC assessment reports », *Nature Climate Change*, 6, pp. 339-353.

Kouw M., Petersen A., 2018, « Diplomacy in action: Latourian politics and the intergovernmental panel on climate change », *Science and Technology Studies*, 31 (1), pp. 52-68.

Jasanoff S., 2004, *States of Knowledge: the co-production of science and the social order*, Abingdon-on-Thames, Routledge.

Mann M., 2012, *The Hockey Stick and the Climate Wars*, New York, Columbia University Press.

Oreskes N., Conway E., 2010, *Les Marchands de doute*, trad. de l'anglais (États-Unis) par J. Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012.

Victor D., 2015, « Embed the social sciences in climate policy », *Nature*, 520, pp. 27-29.

Wewerinke-Singh M., McCoach A., 2021, « The State of the Netherlands v Urgenda Foundation: Distilling best practice and lessons learnt for future rights-based climate litigation », *Review of European, Comparative & International Environmental Law published*, pp. 1-9.